

Adopter un cadre « Une seule santé » dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens (Résumé)

Le rapport complet est disponible en anglais :

OCDE (2023), *Embracing a One Health Framework to Fight Antimicrobial Resistance*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ce44c755-en>.

La résistance aux antimicrobiens (RAM), autrement dit la capacité des micro-organismes à résister aux antimicrobiens, constitue l'une des plus grandes menaces pesant sur la santé publique à l'échelle mondiale, avec de profondes conséquences sociales, économiques et sanitaires sur les humains, les animaux et l'environnement.

Le présent rapport s'appuie sur *Stemming the Superbug Tide: Just A Few Dollars More*, rapport publié par l'OCDE en 2018. Il montre qu'en l'absence d'actions plus résolues en faveur d'« une seule santé », qui cibleraient les humains, les animaux, les systèmes agroalimentaires et l'environnement, la résistance aux antimicrobiens restera d'une ampleur inacceptable pendant les 25 prochaines années au moins. Les infections résistantes provoqueront chaque année des milliers de décès dans les pays de l'OCDE et de l'UE/EEE et exerceront une pression supplémentaire sur des systèmes hospitaliers déjà mis à rude épreuve par la pandémie de COVID-19. Le coût pour les systèmes de santé et l'économie va continuer de croître.

À travers l'étude de l'efficacité et de l'efficience de onze initiatives et trois programmes d'action de type « Une seule santé » visant à réduire les conséquences délétères de la RAM, le rapport démontre que la lutte contre la RAM se révèle un excellent investissement. Il met en lumière les éléments clés suivants.

L'évolution inquiétante de la consommation d'antibiotiques aggrave le risque d'infections incurables

La consommation d'antimicrobiens - chez les humains comme chez les animaux - reste élevée. En santé humaine, malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics pour optimiser le recours aux antibiotiques, les ventes moyennes d'antibiotiques, toutes classes confondues, ont augmenté de près de 2 % depuis

2000, tandis que plus d'un tiers des pays de l'OCDE n'atteignent pas l'objectif fixé par l'Organisation mondiale de la santé selon lequel les antibiotiques de première intention doivent représenter au moins 60 % de la consommation totale d'antibiotiques. Si cette tendance se poursuit, la consommation d'antibiotiques ne diminuera pas sensiblement avant 2035 au moins.

Dans la zone OCDE, l'utilisation d'antimicrobiens chez les animaux a été divisée par deux entre 2000 et 2019, passant de 181 à 91 mg par kg d'animal d'élevage et, d'après les estimations, elle pourrait encore baisser de 10 % d'ici 2035. Cependant, la majorité des ventes d'antimicrobiens destinés aux animaux ont lieu en dehors des pays membres et, dans les pays du G20, elles pourraient atteindre près du double des ventes moyennes dans l'OCDE à cette même date.

Favorisée par des niveaux élevés d'utilisation inappropriée d'antimicrobiens, la résistance aux antimicrobiens sur 12 associations antibiotique/bactérie s'établit aux alentours de 20 % dans la zone OCDE, autrement dit une infection sur cinq est désormais causée par des micro-organismes particulièrement résistants. D'autres évolutions s'avèrent néanmoins encore plus alarmantes :

- Si l'on ne fait rien, la résistance aux antimicrobiens de dernier recours - utilisés en cas d'infection difficile à traiter - pourrait être 2,1 fois plus forte dans l'OCDE d'ici 2035, par rapport à 2005, ce qui veut dire que le risque de ne plus avoir de solution pour traiter des patients atteints de pathologies telles qu'une pneumonie ou une infection du sang sera plus élevé.
- La RAM demeure dangereusement élevée dans certains pays comme la Grèce, l'Inde et la Türkiye, où plus de 40 % de l'ensemble des infections causées par les 12 associations antibiotique/bactérie étudiées par l'OCDE devraient être résistantes aux antibiotiques d'ici 2035.
- Pour certaines associations telles que la bactérie *Acinetobacter baumannii*, résistante aux fluoroquinolones et aux carbapénèmes, le degré de résistance pourrait même avoisiner les 90 % dans les pays les plus fragilisés.

Sans action décisive, trop de vies seront perdues à cause d'infections résistantes

Chaque année, 79 000 personnes environ meurent d'une infection résistante dans 34 pays membres de l'OCDE et de l'UE/EEE, soit 2,4 fois le nombre cumulé de décès dus à la tuberculose, à la grippe et au VIH/sida en 2020. Les personnes âgées sont les premières victimes de la résistance aux antimicrobiens : les plus de 65 ans représentent les deux tiers environ des décès causés par la RAM, mais les bébés sont également vulnérables.

Les souches résistantes de trois bactéries, *Escherichia coli*, *Klebsiella pneumoniae* and *Staphylococcus aureus*, constituent l'essentiel des micro-organismes résistants aux antimicrobiens ; elles sont la cause de près de trois décès sur quatre dus à une infection résistante et rendent de surcroît plus compliqué et plus onéreux le traitement de la méningite, des infections sanguines, des infections sur site opératoire et d'autres encore. Les infections nosocomiales résistantes sont particulièrement dangereuses, elles représentent en effet environ une infection résistante sur trois, mais 60 % des décès liés à la RAM.

Une lourde charge financière va continuer de peser sur les systèmes de santé et l'économie

Le coût de l'inaction face à la résistance aux antimicrobiens est élevé. Le traitement des complications dues à des infections résistantes peut dépasser 28.9 milliards USD à PPA chaque année dans 34 pays membres de l'OCDE et de l'UE/EEE. À titre de comparaison, dans l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de données, les dépenses de santé totales engagées chaque année dans la lutte contre la RAM représentent environ 19 % des dépenses de santé totales liées au traitement des patients atteints du

COVID-19 en 2020. La plupart de ces coûts sont dus à des hospitalisations plus longues : 32.5 millions de journées supplémentaires sont passées à l'hôpital chaque année pour traiter les conséquences de la RAM, soit l'équivalent de la capacité totale de l'Espagne en lits de soins intensifs pendant une année entière.

On estime que l'incidence de la RAM sur le taux d'activité et la productivité de la main-d'œuvre équivaut à 36.9 milliards USD, soit environ un cinquième du produit intérieur brut du Portugal en 2020.

Les investissements dans la santé humaine et animale, les systèmes agroalimentaires et l'environnement sont les plus rentables

La vaste majorité des pays de l'OCDE, de l'UE/EEE et du G20 disposent déjà d'un plan d'action national pour lutter contre la RAM. En plus de s'assurer que les plans d'action nationaux sont financés et appliqués, l'analyse des politiques a mis en évidence les priorités d'action suivantes :

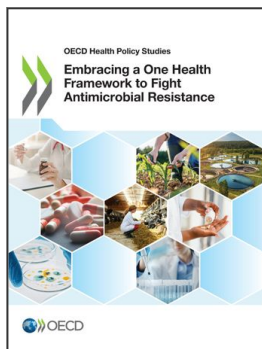
- Renforcer la mise en œuvre à l'échelle nationale des programmes de prévention et de maîtrise des infections et d'utilisation optimale des antimicrobiens, en conformité avec les normes internationales et les meilleures pratiques en matière de santé humaine et animale et de systèmes agroalimentaires ;
- Investir dans des systèmes de surveillance plus solides, en particulier dans des domaines spécifiques de la santé humaine (par ex., les soins de longue durée) et animale ;
- Veiller au respect des cadres réglementaires, notamment pour favoriser un usage raisonné des antimicrobiens chez les animaux ; et
- Investir davantage dans la recherche et le développement de nouveaux antibiotiques, vaccins et diagnostics.

En comblant bon nombre des lacunes existantes en matière d'action publique, les onze interventions publiques modélisées par l'OCDE devraient générer des gains sanitaires et économiques importants. Les mesures suivantes produisent en particulier les avantages les plus élevés :

- Trois mesures en santé humaine : renforcer les programmes de gestion responsable des antimicrobiens, améliorer les pratiques environnementales et d'hygiène des mains dans les établissements de santé ; et
- Deux autres mesures - améliorer les pratiques de sécurité alimentaire et la biosécurité dans les exploitations agricoles - sont également prometteuses.

La hausse des investissements dans les programmes d'action de type « Une seule santé » contre la RAM représente une dépense raisonnable, dans la mesure où le retour sur investissement est nettement supérieur au coût de mise en œuvre. Chaque dollar investi dans un programme d'action mixte portant à la fois sur le secteur de la santé et sur celui de l'alimentation génère un rendement équivalant à 5 dollars en avantages économiques obtenus grâce à des dépenses de santé en baisse et à une productivité du travail en hausse. Les retombées pour la santé et l'économie des mesures de type « Une seule santé » appliquées dans le cadre de programmes d'action complets dépassent très largement les bénéfices tirés de ces mesures lorsqu'elles sont prises isolément.

La pandémie de résistance aux antimicrobiens est déjà une réalité. Si le COVID-19 a conduit à des mesures de prévention et de maîtrise de la propagation des infections, il ne faut en aucun cas relâcher les efforts dans la lutte contre la RAM. L'analyse de l'OCDE montre qu'une action publique fondée sur une approche de type « Une seule santé » s'impose de toute urgence pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens.



Extrait de :

Embracing a One Health Framework to Fight Antimicrobial Resistance

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/ce44c755-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Résumé », dans *Embracing a One Health Framework to Fight Antimicrobial Resistance*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/35fa4712-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.